Info négo

Enseigner, une vraie priorité

N° 6 • Novembre 2015

EN GRÈVE POUR UN RÈGLEMENT NÉGOCIÉ !

Les journées de grève tournante régionale du 26 au 29 octobre dernier ont été marquées par une extraordinaire mobilisation des membres de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), notamment des enseignantes et enseignants de la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE), qui ont été très visibles. Sur les piquets de grève et dans les rassemblements qui ont eu lieu à plusieurs endroits dans la province, la lenteur des négociations a été dénoncée et, partout, on a rappelé au gouvernement que le personnel enseignant souhaite un contrat de travail négocié et satisfaisant.

Ensemble, nous avons fait la grève pour défendre haut et fort l'éducation. Nous réclamons une diminution du nombre d'élèves par classe, des services de qualité pour tous les élèves, surtout celles et ceux ayant des difficultés, un allégement de la tâche des enseignantes et enseignants et une réduction de la précarité d'emploi.

Nous avons aussi lancé un message clair au gouvernement : nous ne laisserons pas l'éducation et les services publics être démantelés, pas plus que nous n'accepterons les offres actuelles du gouvernement, qui auraient un impact négatif sur nos conditions de travail. Notre détermination a été visible et palpable, partout au Québec.

Pas d'argent à la table de négociation

À la table de négociation, malgré 65 rencontres, rien n'a été réglé. La partie patronale est claire et intransigeante : la négociation doit se conclure à coût nul !

Autrement dit, la partie patronale n'a pas l'intention d'investir un seul dollar en éducation. La seule négociation possible, selon elle, est donc de redéployer différemment les sommes déjà allouées dans notre convention collective.

Fédération des syndicats de l'enseignement (CSQ)

Concrètement, cela revient à déshabiller Pierre pour habiller Paul, comme le veut l'expression bien connue. Par exemple, la partie patronale estime que le nombre d'élèves par classe pourrait être réduit à certains niveaux, mais à condition qu'il soit augmenté de façon équivalente à d'autres niveaux. Selon cette même logique patronale, des ressources pourraient s'ajouter pour les élèves en difficulté mais, en contrepartie, la partie syndicale devrait accepter des hausses des ratios maître-élèves… Pour la FSE et l'Association provinciale des enseignantes et enseignants du Québec (APEQ), cette façon de mettre en opposition des éléments aussi importants est totalement inacceptable.

Pour la partie syndicale, il est impensable que la négociation puisse se conclure sans investissement et sans un allégement de la tâche des enseignantes et enseignants.

À ce jour, la forte mobilisation a tout de même permis de faire tomber la plupart des irritants majeurs dans les demandes patronales. Cependant, le personnel enseignant du Québec nous a clairement fait savoir que le statu quo n'est pas une option et que nous devons poursuivre la bataille pour obtenir de ce gouvernement un réinvestissement important en éducation.

Pour la FSE et l'APEQ, il est clair que l'amélioration des conditions de travail des enseignantes et enseignants et des conditions d'apprentissage des élèves n'est pas négociable. Pour y arriver, nous devrons être unis et solidaires.

Restons mobilisés !

fse.qc.net

Rédaction : Maxime Garneau

SIÈGE SOCIAL
320, rue Saint-Joseph Est, bureau 100
Québec (Québec) G1K 9E7
Téléphone : 418 649-8888
Télécopie : 418 649-1914

BUREAU DE MONTRÉAL
9405, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1L 6P3
Téléphone : 514 356-8888
Télécopie : 514 356-3039

profmafierte.com
facebook.com/FSECSQ
twitter.com/FSECSQ

1516-082 Novembre 2015 D12666-6